

Commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux CONF/DEM(2019)SYN1

PROJET DE SYNOPSIS

A L'ATTENTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DEMOCRATIE, COHESION SOCIALE ET ENJEUX MONDIAUX

La commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux, s'est réunie le 10 avril 2019 à Strasbourg sous la présidence de Thierry Mathieu.

La commission

1. **a approuvé** l'ordre du jour
2. **a adopté** le compte rendu de la réunion du 26 juin 2018
3. **a débattu de « l'impact des technologies de l'information pour la démocratie »** en abordant deux volets :

- a. **Les avantages des technologies de l'information pour la démocratie** : comment les media sociaux peuvent-ils faire participer les citoyens au processus démocratiques ? Comment les citoyens peuvent-ils se mobiliser contre le nationalisme et le populisme pour les élections européennes ? Quels sont les avantages de l'utilisation des media sociaux ? Quels sont les défis ? Avec la participation de Francois Friederich, Chef de la division Assistance électorale du Conseil de l'Europe

M Friederich a rappelé l'importance des technologies de l'information, et de ses outils devenus indispensables dans tous les domaines de la vie quotidienne de nos sociétés, y compris dans son exercice de la démocratie. Il a parallèlement souligné l'ingérence des réseaux sociaux, vecteurs possibles d'infox « fake news » dans les campagnes électorales et abordé la manière dont les citoyens peuvent se mobiliser contre le nationalisme et le populisme pour les élections européennes.

Il est ressorti de ce débat que la représentation et la participation des citoyens qui sont les piliers de la démocratie doivent s'armer contre les effets des progrès faits récemment dans le domaine des technologies de l'information.

- b. **Les risques de l'informatique pour la démocratie** : l'intelligence artificielle menace-t-elle la démocratie en Europe ? Avec Sébastien Fanti, avocat spécialiste dans la protection des données en Suisse

M. Fanti a alerté les ONG présentes sur les menaces que peut faire peser l'intelligence artificielle sur la démocratie. Il a souligné que l'influence de l'intelligence artificielle

sur le processus de vote représente un sujet qui peut mettre en danger la sécurité des élections si des réglementations strictes ne sont pas mises en place. Il a notamment insisté sur le risque important qui pèse sur la protection des données médicales des patients.

(Voir Annexe 1, compte-rendu détaillé par Luminita Petrescu, vice-présidente de la commission)

4. **a échangé sur la démocratie électronique et la gouvernance électronique** avec Peter Andre, Président du CDDG, Gerhard Ermischer, vice-président de la commission et Rares Augustin Craiut, secrétaire général de la Confédération européenne des clubs de jeunes.

5. **a entendu** Maguelonne Déjeant-Pons, secrétaire exécutive de la Convention européenne du Paysage sur les Ateliers pour la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage qui se sont tenus à Séville du 14 au 15 mars 2019 et dont le thème portait sur l'eau dans les paysages. Mme Déjeant-Pons a tenu à rendre hommage au travail de la commission, remerciant son président pour son intervention lors de la cérémonie d'ouverture.

6. **a fait le point sur l'activité des groupes de travail**

- **Groupe transversal Cohésion sociale et territoriale a informé** la commission du suivi de la contribution du groupe de travail à la COP24 sur le thème « Droits humains et changements climatiques », thématique pilotée depuis 2008 au sein de la Conférence par Edith WENGER, déléguée du Bureau Européen de l'Environnement (BEE).

Anne Marie Chavanon (FIHUAT) a indiqué avoir pu remettre en mains propres, à Katowice (Pologne), la déclaration adoptée par la Conférence des ONG d'une part aux ONG engagées sur ces thématiques auprès de l'ONU, d'autre part à Laurent Fabius, président de la COP 24, Patricia ESPINOSA, Secrétaire exécutive de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Michal KURTYKA, secrétaire d'État au ministère de l'Énergie en Pologne, président de la COP24 et Michelle BACHELET, Haut-Commissaire aux droits de l'homme aux Nations Unies.

Patrice Collignon (RED) a fait part des travaux du groupe de travail sur la fracture Urbain-Rural, axé sur l'apport à envisager pour instaurer et restaurer le dialogue entre les populations et les territoires.

- **Groupe de travail transversal Prévention de la corruption.** Ce groupe coordonné par Luminita Petrescu a convié des expertes, Laura Stefan et Manuel Dalia, à parler de deux programmes développés en Roumanie : « La carte de la clientèle politique » et « L'École de la démocratie ». Le rôle du Conseil de l'Europe dans l'évaluation de la corruption dans les Etats membres a été souligné ainsi que celui de la société civile, en particulier celui des ONG, indispensable à l'organisation de campagnes d'information en direction des citoyens. (Voir Annexe 2 Compte rendu détaillé Luminita Petrescu)
- **Groupe de travail Participation à la décision démocratique.** Ce groupe coordonné par Gerhard Ermischer a alimenté la deuxième partie du débat de la commission
- **Groupe de travail Perspectives de genre dans le processus politique et démocratique** coordonné par Bettina Hahne

Th. Mathieu